Les conclusions de l enquête publique viennent d être rendues. Un avis favorable assorti de réserves et recommandations dont certaines semblent impossible à lever. Or quand des réserves ne peuvent être levées, il est d usage de rendre un avis défavorable, sauf à céder aux pressions.

Un projet inutile, ruineux et nuisible à l environnement

Rien dans le projet ne peut le justifier et il semble bien qu il ne doive sa survie qu à un très petit groupe d élus locaux espérant en retirer un bénéfice, comme on pesait pour avoir sa sortie d autoroute pour irriguer son territoire. Le projet est surdimensionné, tablant sur une augmentation délirante de la fréquentation (surtout s agissant de vols internationaux à destination de Nantes) pour pouvoir justifier d un second aéroport alors que celui de Nantes est largement suffisant. La localisation géographique va à l encontre du bon sens même en dégradant des zones naturelles protégées, en artificialisant à outrance terres agricoles et naturelles pour un service rendu plus que douteux. Au moment où l on parle de lutte contre l artificialisation des sols, ce sont 1650 hectares qui vont être consommés. Le fonctionnement même de l infrastructure sera en outre source de nombreuses pollutions nouvelles liées à son exploitation (kérosène, trafic routier, dégivrant, bruit&). Enfin ce projet est incohérent du point de vue de la lutte contre le changement climatique au regard de nos engagements internationaux. Comment diviser par quatre nos émissions si on continue d ajouter de nouveaux postes d émissions les plus générateurs de CO2 ?

Un aéroport envers et contre tous

Tout dans ce dossier sent la gestion à courte vue. Quand aucun bon argument ne fonctionne, quand même la dette délirante de l Etat ne fait pas renoncer à un projet à près de 600 millions d euros h.t1 , on est en droit de se demander pourquoi et comment il peut survivre, sinon par une volonté politique de haut niveau. Et le nom qui revient sans cesse dans ce dossier est bien celui de l ancien maire de Nantes et actuel Premier ministre, Jean-Marc Ayrault. La gestion de ce dossier par l Etat est exécrable. Cela va du dénigrement des positions des opposants au cassage du mouvement en procédant à des évacuations mêlant allégrement les genres entre politique migratoire et déminage de dossier politique et écologique. Les conditions d évacuation ne peuvent qu appeler la compassion de FNE pour des populations déjà précarisées. Les interpellations musclées n ont jamais débloqué aucune situation. Au contraire, elles fixent des crispations et enveniment le débat. Le calme est un préalable indispensable à un débat démocratique apaisé que FNE appelle de ses vSux.

FNE réitère sa demande d abandon du projet et la remise à plat des engagements du Schéma National des Infrastructures de Transport, le SNIT. Pour Bruno Genty président de FNE : « Il faut oser renoncer aux infrastructures nuisibles à l environnement et pour lesquels le service rendu est douteux. L occasion est belle de faire des économies conséquentes tout en protégeant mieux l environnement, voilà qui constituerait un signal fort de l engagement de l Etat pour la transition écologique, au-delà des discours ».

Mercredi 31 octobre 2012, communiqué de France Nature Environnement

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne